

## Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition du Conseil consultatif de la formation en alternance

A.Gt 22-12-2005

M.B. 17-02-2006

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 janvier 1989;

Vu le décret du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française transférant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'Accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et particulièrement l'article 8;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 15 mars 1999 portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Est désignée en qualité de Présidente du Conseil Consultatif de la formation en alternance :

Mme Nathalie Bergeret.

**Article 2.** - Sont désignés en qualité de représentants du Gouvernement de la Communauté française :

M. Christian Alexandre.

M. Fabrizio Bucella.

M. Baudouin Millis.

**Article 3.** - Est désigné en qualité de représentant de la Commission communautaire des Professions et Qualifications :

M. Patrick Rassart.

**Article 4.** - Est désigné en qualité de représentant de l'association sans but lucratif agréée par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon, telle que visé à l'article 13 de l'accord de coopération, soit l'a.s.b.l. SYSFAL :

M. Claudy Roland.

**Article 5.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

**Article 6.** - La Ministre-Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2005.

La Ministre-Présidente,

Mme M. ARENA

